

# D'où vient le syndicalisme agricole français ?

**J**USQU'A ces derniers mois les ouvrages sur les problèmes paysans étaient rarissimes. Pendant longtemps le mouvement ouvrier s'est contenté des « classiques » du marxisme, et la bourgeoisie a contrôlé politiquement les masses rurales, sans rechercher une doctrine bien précise. La mutation de l'agriculture française depuis 1945 est donc passée à peu près inaperçue tant que les barrages de routes, les manifestations collectives, la percée des jeunes n'ont pas démontré qu'il y avait un malaise paysan, voire une crise de structures.

Il faut reconnaître que Pisani a perçu très tôt que ce malaise pourrait évoluer vers des formes plus radicales, d'où les lois de 1960 et de 1963 prises essentiellement sous la pression des exploitants agricoles. Aujourd'hui, la lutte continue et le monde paysan ressent — confusément encore — qu'il faut aller plus loin et surtout ne pas faire confiance à un pouvoir qui ne cherche qu'à gagner du temps, en votant des textes qu'il n'applique pas.

C'est dire que l'histoire du syndicalisme paysan doit être connue pour éviter les pièges du régime et déterminer les forces authentiquement progressistes. L'ouvrage que viennent d'éditer les Editions de l'Epi (1) sous le titre « Les Étapes du syndicalisme agricole en France » arrive à son heure. Non que le livre de L. Prugnaud apporte des vues absolument neuves sur cette histoire, du moins sous sa forme claire et synthétique il offre aux militants l'historique du mouvement syndical paysan. L. Prugnaud doit beaucoup — comme il le reconnaît — aux ouvrages essentiels de M. Auge-Laribe pour la période antérieure à 1940, mais il les synthétise pour les rendre plus vivants, voire pour donner envie de s'y reporter. L'auteur montre les difficultés d'un syndicalisme agricole qui, au départ, confond l'action revendicative et l'organisation coopérative ; syndicalisme tirailé aussi entre la puissante et réactionnaire « Société des Agriculteurs de France », « recrutée parmi les grands propriétaires ruraux qui constituent la féodalité agricole » (Gambetta), et la « Société d'encouragement à l'Agriculture », qui se veut de gauche.

La corporation paysanne, sous Vichy, devait marquer la victoire des premiers et leur revanche sur l'esprit républicain : les hobereaux avaient triomphé. Naturellement, la Libération marque un retour du balancier vers la gauche et la tentative, avec l'appui de la S.F.I.O. et surtout de notre camarade Tanguy-Prigent, de la constitution d'une centrale agricole unique calquée sur la C.G.T. Mais la C.G.A. ne devait pas survivre à l'échec du tripartisme et à l'évo-

lution de la IV<sup>e</sup> vers la droite. La F.N.S.E.A. joue de plus en plus un rôle primordial sous la houlette de conservateurs comme Blondelle et Courau. La relève des générations n'a pas eu lieu et la gauche s'est montrée incapable de soustraire le monde paysan à l'influence des notables.

Cependant la constitution du C.N.J.A. et la modification des statuts, qui permettent l'intégration des jeunes dans la F.N.S.E.A. (2), marquent un nouveau tournant. La montée des jeunes et la combativité de la base contraignent peu à peu la F.N.S.E.A. à dépasser la classique bataille des prix agricoles pour repenser, bien modérément encore, la structure du monde agricole ; d'où l'orientation différente des congrès postérieurs à 1960. On regrettera que l'analyse de L. Prugnaud ne soit pas plus complète pour la période récente. L'auteur s'attache trop aux textes juridiques, sans dégager assez nettement les implications politiques de cette lutte et ses bases sociologiques. Il est vrai que cette période demanderait à elle seule un gros volume (3).

Malgré ses imperfections, dues surtout à sa brièveté (250 pages très aérées), le livre que nous offrons les Editions de l'Epi constitue une excellente base de contact avec le syndicalisme agricole. Il permettra aux militants de tirer les leçons politiques qui s'imposent, particulièrement à certains jeunes du milieu rural qui s'apercevront que la tactique des possédants est devenue la même au cours de ces quatre-vingts années : faire croire à l'existence d'une « unité du monde paysan », que les faits démentent sans cesse.

Ce n'est pas par le corporatisme que la classe paysanne retrouvera sa place dans la nation, mais par une lutte commune avec toutes les couches de travailleurs (et en premier lieu leurs organisations syndicales), pour une société fondée sur des bases nouvelles.

J.-C. Barigel

(1) Un volume, aux Editions de l'Epi, 13, rue Séguier, Paris-6<sup>e</sup>, préface de M. Faure.

(2) Je renvoie mes lecteurs à la double page que j'ai consacrée l'année dernière au C.N.J.A., en attendant que notre ami Y. Tavernier fasse paraître l'important mémoire qu'il a consacré à l'histoire et à l'organisation du C.N.J.A.

(3) Je rappelle l'ouvrage de S. Mallet « Les Paysans contre le passé » (au Seuil) et les livrés récents de J. Meynaud et de M. Debatisse. On lira aussi avec profit l'ouvrage, un peu vieilli, de Mèneras (A. Colin) et la livraison de septembre de la « Revue de science politique » (Mendras et Tavernier). Ce sont des ouvrages de base.